

Problématique fourragère et agriculture paysanne

L'agriculture paysanne se définit en tant qu'économie tributaire du sol à circuit fermé¹. Cette « économie du recyclage » a pour but d'utiliser les ressources locales en respectant les cycles naturels autant que possible afin de produire des aliments variés et sains pour la population locale. Aujourd'hui, en raison des contraintes économiques de l'industrialisation et de la spécialisation, l'agriculture suisse s'éloigne continuellement de cet idéal.

La tendance à l'abandon des fermes traditionnelles mixtes, réunissant la culture et l'élevage, donne lieu à une utilisation croissante des intrants chimiques et une réduction des prairies artificielles dans la rotation de cultures des exploitations agricoles sans bétail. En conséquence, la fertilité des sols diminue et la pression des mauvaises herbes augmente. Parallèlement, les exploitations d'élevage augmentent leurs effectifs de bétail et utilisent de moins en moins de fourrages de leur propre exploitation. Ce qui est la norme pour le porc et les poulets depuis un certain temps devient donc une réalité pour l'élevage bovin : la tendance vers une production « hors-sol » de lait et de viande.

Dans ce contexte, une préoccupation particulière – qui a déjà été soulevée plusieurs fois par la protection des consommateurs – est notre dépendance croissante des concentrés protéiques importés, notamment du soja, qui provient en majeure partie du Brésil. Cette dépendance n'augmente pas seulement en fonction de la demande croissante en protéines, mais également, parce que le soja remplace progressivement les autres fourrages protéiniques. À la suite de l'interdiction de farines animales pour pallier la « maladie de la vache folle », 100 000 tonnes de soja supplémentaires furent importées. Les précieux déchets d'abattage ne sont plus valorisés pour en faire des engrais ou des composants d'aliments pour les animaux non ruminants, ce qui permettrait de les garder dans le circuit ; ils sont incinérés dans les fourneaux de l'industrie du ciment. À partir de juillet 2011, les porcs suisses mangeront encore 10 000 tonnes de soja brésilien de plus à cause de l'interdiction de l'affouragement des déchets gastronomiques aux porcs pour adapter la législation suisse aux normes européennes.

Une augmentation massive et continue de la demande de soja

La multiplication par dix de la quantité de soja importé en Suisse depuis 1990 n'est pas entièrement attribuable à ces changements législatifs. Une étude réalisée par Agrofutura sur mandat de Greenpeace au sujet de la problématique du soja aboutit à un constat étonnant : 40 % des importations est affectée à l'alimentation des bovins. Les vaches, génisses et vaux consomment donc davantage de soja que les granivores traditionnels comme les poules et les porcs. L'un des facteurs responsables de cette situation est certainement la sélection de vaches, qui cible en premier lieu l'augmentation du rendement laitier et n'accorde aucune priorité à la transformation efficace des protéines des fourrages grossiers en lait. Comme le dit Peter Thomet, pape des prairies et professeur à la haute école suisse d'agronomie HESA : la vache ruminante doit bouffer comme un cochon². Alors qu'en 1999, une vache laitière recevait en moyenne 420 kilos de concentrés, cette quantité était de 800 kilos en 2010. Cela représente une augmentation de près du double en l'espace d'une décennie.

Dans l'agriculture conventionnelle, le pourcentage des protéines importées dans les fourrages s'élève à environ 80 %, tandis que dans l'agriculture biologique, ce taux est de 97 %. Les quelque 30 hectares de soja en Suisse ne suffisent même pas pour répondre à la demande indigène des fabricants de tofu biologique. Selon Hansueli Dierauer du FiBL à Frick, le secteur

¹ Dans le texte original allemand, le terme utilisé est *Kreislaufwirtschaft*, un mot-valise formé par « Kreislauf » (circuit) et « Wirtschaft » (économie). Ce terme désigne une économie où tout produit ayant fini son cycle de vie (déchet) est recyclé, revalorisé et réintégré dans le circuit économique. (N.D.T.)

² „Die Kuh wird zur Sau gemacht.“

biologique fait des efforts pour importer du soja des pays les plus proches. Ainsi, le soja biologique proviendra bientôt d'Autriche, si tout se passe comme prévu. Mais cette idée ne fait que déplacer le problème, car si nos collègues autrichiens vendent leurs fourrages biologiques en Suisse, comment feront-ils pour nourrir leur propre bétail ?

Souveraineté alimentaire ou division du travail à l'échelle internationale ?

Une organisation paysanne qui inscrit la lutte pour la souveraineté alimentaire sur sa bannière ne peut donc éviter de s'interroger sur la problématique fourragère. Notre demande en soja occupe 100 000 hectares au Brésil, un pays où des millions de sans-terres luttent pour avoir accès à la terre et éviter la famine. Il n'est pas cohérent de dénoncer la production d'agrocarburants et de fermer les yeux sur le soja ou de miser sur des labels qui sont critiqués en raison de leur écoblanchiment. La table ronde sur le soja responsable lancée par le WWF et financée par le SECO avec l'argent public en est un exemple. Cette table ronde offre une plateforme à différents courants politiques, allant du plus sévère (interdiction de semences génétiquement modifiées selon les Critères de Bâle) au plus libéral (première certification de plantes transgéniques marquée du sceau de la durabilité et de la responsabilité). Cela n'a pourtant rien d'étonnant si l'on considère que l'industrie agroalimentaire est représentée à cette table ronde par des géants tels que Monsanto, Syngenta et Cargill, alors que les organisations paysannes et indigènes sont absentes.

Certifier le soja du Brésil, est-ce une solution ?

L'organisme national qui représente la table ronde sur le soja responsable est le Réseau Soja Suisse. Le WWF, Coop, Migros, quelques grands moulins comme la Fenaco et l'UFA, quelques importateurs de soja, des associations ainsi que des organisations de producteurs comme l'USP, IP-Suisse, Bio Suisse et Swissporcs y participent. Selon Paul Klemenz, responsable du groupe du secteur protéines fourragères de la Fenaco, la quantité de soja importé en 2010 était d'environ 280 000 tonnes, provenant à près de 100 % du Brésil, puisque les autres producteurs importants de l'Amérique, comme les États-Unis et l'Argentine, produisent presque uniquement du soja transgénique. Le Brésil est donc le seul pays producteur qui vend régulièrement du soja non transgénique à un prix abordable, de bonne qualité et en quantité suffisante.

Bien qu'il ne soit pas interdit d'utiliser du soja génétiquement modifié pour les fourrages en Suisse, la demande en soja transgénique reste très faible parce que Migros, Coop et Swiss Garantie exigent du soja non modifié. La traçabilité du soja transgénique et du soja non modifié représente un énorme défi. Il s'agit de retracer le transport à partir des champs brésiliens en passant par les centres de céréales et les ports maritimes jusqu'aux moulins fourragers en Suisse. Le contrôle pour la traçabilité de ces produits, y compris les analyses et les certifications, la logistique et la plus-value au producteur, génère des coûts d'environ 5 dollars par décitonne.

Jusqu'à récemment, la majeure partie du soja importé provenait du Paraná, un État dans le sud du Brésil, où le gouvernement a fait des efforts considérables pour établir Paraná en tant que producteur de soja non transgénique sur le marché mondial. Mais, bien que la culture de soja génétiquement modifié ait été interdite au Paraná, environ la moitié du soja produit était transgénique, confirmant une fois de plus qu'il est impossible de contrôler les génomes modifiés par des mesures politiques après leur mise en liberté. Le soja du Paraná présentait donc des problèmes majeurs de contamination. Selon Paul Klemenz, il ne reste plus qu'une poignée d'entreprises spécialisées dans la collecte, la transformation et l'exportation du soja non transgénique dans le Brésil. Cependant, celles-ci ont migré vers le nord du Brésil, dans les États de Goiás de Mato Grosso, parce que les unités produites là bas sont plus grandes et

donc plus faciles à séparer des organismes génétiquement modifiés.

Le soja du « Far West » brésilien

Le Mato Grosso est un État gigantesque dont la quasi-totalité était recouverte de forêt vierge et de savane boisée voici quinze à vingt-cinq ans. L'exploitation agricole de cette région est donc très récente. De plus, l'occupation des terres est beaucoup plus centralisée qu'au Paraná, où une quantité non négligeable de petites et moyennes exploitations a résisté à l'industrie agroalimentaire. Dans le Mato Grosso, c'est tout le contraire. La demande suisse en soja non transgénique peut être satisfaite par quelques grandes exploitations. Une seule exploitation, dont la taille peut atteindre plusieurs dizaines de milliers d'hectares, peut livrer 30 000 tonnes de soja respectant les Critères de Bâle. Le soja est transporté aux ports de l'Atlantique situés à 1500 km de là au moyen de camions ou par bateau, transférant par le port de Santarem, appartenant à Cargill, ou par le port d'Itacoatiara, appartenant à Maggi.

Le port Santarem a été construit de façon illégale et les organisations environnementales du Brésil ne cessent d'exiger sa fermeture. La construction de son infrastructure importante a provoqué une énorme vague de déforestation dans la région entourant Santarem dans les premières années après l'ouverture du port. Les géants du marché mondial de l'agroalimentaire ont découvert que le soja non transgénique ou biologique pouvait être un commerce secondaire intéressant, pour autant qu'il y ait une demande.

Le port d'Itacoatiara est la propriété du Groupe André Maggi. La famille Maggi est la famille la plus influente du Mato Grosso, elle contrôle une superficie agricole d'environ 600 000 hectares et possède sa propre flotte et des ports céréaliers. Blairo Maggi était gouverneur du Mato Grosso de 2003 à 2010. En 2005, il a reçu la tronçonneuse d'or décernée par Greenpeace au principal responsable de la déforestation. En 2007, 28 chefs de la population amérindienne Guarani Kaiowá ont été assassinés, parce qu'ils se sont opposés à l'extension des surfaces agricoles pour le soja ou le bétail sur leurs territoires.

Uniterre refuse d'accepter les importations de soja certifié du Brésil – malgré l'absence d'organismes transgéniques et malgré leur certification. Ce n'est pas une solution. Il est même à craindre que ces importations aient un effet boomerang : quel consommateur voudra acheter du Heidi Lait, si cela évoque des tronçonneuses au lieu d'un monde intact dans les montagnes ? Il ne peut y avoir qu'une seule ligne stratégique : la production de lait et de viande doit être adaptée autant que possible à la base de fourrage disponible sur l'exploitation ou à l'échelle locale. Concrètement, cela signifie que la production de lait et de viande de bœuf, ainsi que tous les autres produits des ruminants, doit être axée sur les fourrages grossiers. L'élevage et la consommation de porc et de volaille devraient être réduits. Parallèlement, il faut immédiatement trouver une solution politique à la destruction insensée d'aliments précieux en vertu d'un culte hygiénique discutable et lever l'interdiction des farines animales. Les déchets d'abattage et gastronomiques doivent être réintégrés dans le circuit (sous certaines conditions). Le remplacement des farines animales par le soja n'est qu'une bonne intention de plus pour paver l'Enfer.

Créer des incitations

La culture de céréales fourragères et protéiniques en Suisse devrait redevenir rentable pour les paysannes et les paysans. Pour cette raison, Uniterre a apprécié et prolongé la discussion amenée par le VKMB au sujet d'une taxe d'incitation sur le fourrage commercialisé. Une telle taxe permettrait produire davantage de lait sur une base de fourrages grossiers et, parallèlement, cela résoudrait le problème de la surproduction et de la chute des prix. Dans l'intervalle, jusqu'à l'obtention du prix d'un franc par litre de lait A, le lait non produit pourrait être indemnisé avec le capital accumulé. Notre mesure propose également une

augmentation des contributions pour les cultures fourragères et protéiniques (extenso et bio) comme le soja, les pois protéagineux, les féveroles et les lupins. L'intégration des plantes protéiniques dans l'assolement est très judicieuse, puisque l'utilisation d'engrais azotée pour la culture suivante devient alors superflue. La mise en place d'une telle mesure a également pour but de renforcer la collaboration entre les familles paysannes à l'échelle régionale, par exemple en ce qu'une exploitation céréalière pourrait produire les fourrages pour une exploitation d'élevage.

Un autre aspect important de cette question est la recherche scientifique, qui est appelée à identifier les plantes adaptées, capables de fournir des récoltes raisonnables sur la base des engrais de ferme et d'occuper l'entre-rang assez vite pour ne pas avoir à combattre les mauvaises herbes avec des herbicides. Finalement, la communication avec les consommateurs et les consommatrices sera décisive. Il est évident que les questions et les problèmes agricoles amènent des sujets très complexes qui concernent toute la société et qui ont des imbrications à l'échelle planétaire. Si nous voulons amener des solutions à ces problèmes, il faudra dépasser le cadre agricole.

Reto Sonderegger